



SEPT.
2018

L'ASSURANCE SCOLAIRE.

C'est la rentrée !

Cartables, liste des fournitures, nouvelle école, nouveaux amis, mais également assurance scolaire sont les mots qui raisonnent à cette période !

Cette attestation vous est souvent demandée ? Vous ne savez pas exactement à quoi cela sert mais elle ne coûte pas si cher du coup vous souscrivez rapidement ?

Tout ce qu'il faut savoir sur cette assurance dans cette publication...

Bonne lecture !

Les rédacteurs.



Amine Zeffane
Consultant Actuarial Services,
Expertise Leader IARD



Rachel Atia
Consultante Actuarial Services
Membre Expertise Center IARD

R&D

6 EXPERTISE CENTERS AU SERVICE DES PRACTICES

Pour favoriser le perfectionnement de nos savoir-faire, le partage des connaissances et la diffusion des meilleures pratiques professionnelles, nos consultants et managers se rassemblent au sein des EC, Expertise Centers, groupes de travail internes à l'entreprise, mêlant expertises métiers et aptitudes transverses.

Les EC, Expertise Centers d'Optimind, contribuent à la valeur ajoutée apportée par nos consultants au cours de leurs interventions en leur permettant de disposer : d'une veille réglementaire et d'un suivi de la presse spécialisée, d'une vision de marché au travers de benchmarks thématiques, d'un support expert et d'un accompagnement méthodologique.

Ils participent à nos efforts de R&D et d'innovation, à l'identification des risques et opportunités liés aux sujets émergents et contribuent à la préparation de nos communications, événements et formations.

Sommaire.

- | | |
|---|--|
| 01 L'assurance scolaire, une assurance obligatoire ? | 07 Les garanties complémentaires |
| 02 Public concerné et taille du marché | 08 Exclusions récurrentes |
| 03 Étendue et temporalité de couverture | 09 Remboursement : <i>Who's first</i> ? |
| 04 L'assurance scolaire, une surassurance ? | 10 Tarif et Rentabilité de l'assurance scolaire |
| 05 Un marché fortement concurrentiel | 11 La prévention, pour une baisse de la sinistralité |
| 06 Plus besoin de se déplacer chez son assureur, on peut souscrire une assurance scolaire à l'école ! | 12 Un nouveau potentiel pour l'assurance scolaire |

L'assurance scolaire, une assurance obligatoire ?.

Pour commencer, sachez que **cette assurance n'est pas obligatoire dans l'enseignement public.**

En effet, d'après une circulaire du 25 août 2006, « l'admission d'un enfant dans une école ou un établissement, tout comme sa participation aux activités scolaires obligatoires, ne peut être subordonnée à la présentation d'une attestation d'assurance ».

En revanche, la souscription de ce type de contrat peut être exigée pour les activités extra-scolaires ou

facultatifs proposées par l'école (sorties qui dépassent les horaires habituels de la classe ou avec nuitées).

S'il est juridiquement exact que l'assurance scolaire n'est pas exigée pour les activités obligatoires, elle est fortement recommandée par le Ministère de l'Éducation nationale car la distinction entre les activités obligatoires et facultatives n'est pas toujours très claire.

Les établissements privés quant à eux peuvent fixer leurs propres règles d'assurance.

Public concerné et taille du marché.

L'assurance scolaire concerne l'ensemble des enfants scolarisés en premier et second degré de l'Éducation nationale, quels que soient l'âge et le niveau scolaire. À l'université, c'est ensuite l'assurance étudiant qui intervient en complément des remboursements plafonnés de la Sécurité sociale et des mutuelles étudiantes.

13 millions d'enfants sont aujourd'hui concernés en France.

On estime à 10 % le nombre d'enfants non couverts par une assurance scolaire, autrement dit, les enfants uniquement couverts par la Responsabilité Civile du contrat MRH de leurs parents.

Fiche produit	
Souscription	Annuelle
Pic de souscription	La rentrée des classes
Avenant	Changement d'établissement / actualisation du nombre d'enfants
Choix de l'organisme	Libre (assurance / mutuelle / autre acteur)
Prix moyen	22 €

Étendue et temporalité de couverture.

L'assurance scolaire c'est avant tout :

- **une garantie responsabilité civile**, qui couvre les conséquences des dommages que l'enfant pourrait causer à autrui ;
- **une garantie individuelle accident**, qui couvre les dommages corporels subis par l'enfant, qu'il y ait un responsable ou non.

Ensuite, il faut distinguer deux formules, avec une couverture plus ou moins étendue :

- **l'assurance scolaire**, pour laquelle l'enfant est assuré seulement si l'accident survient pendant les activités organisées par l'établissement ou sur le chemin de l'école ;

- **l'assurance scolaire et extrascolaire**, avec laquelle l'enfant est assuré toute l'année en toutes circonstances : à l'école, chez ses parents / à la maison, lors de ses loisirs, en vacances, etc.



L'assurance scolaire, une surassurance ?

Les deux garanties constituant l'assurance scolaire (responsabilité civile et garantie individuelle) peuvent faire l'objet :

- d'un contrat unique d'assurance ;
- de deux contrats distincts ;
- d'un complément d'assurance sur un contrat existant.

Ainsi, dans le cas où les membres de la famille sont couramment couverts par une garantie responsabilité civile comprise dans l'assurance multirisque habitation, il est possible de souscrire uniquement la garantie individuelle et d'éviter ainsi les doublons d'assurance (la surassurance).

Deux types de contrat complémentaires peuvent intervenir à cet effet :

- **les contrats « garantie des accidents de la vie »** : ils couvrent les dommages corporels subis par l'enfant et permettent à la victime d'être indemnisée selon les règles du droit commun de la responsabilité, c'est-à-dire, comme le déciderait un tribunal si un responsable était à l'origine de l'accident. Ils couvrent généralement à partir d'un certain taux

d'invalidité (5 %, 10 %, 30 %...). D'autres préjudices tels que le prix de la douleur, le préjudice esthétique, le préjudice d'agrément et, en cas de décès, la réparation du préjudice moral par la famille peuvent être indemnisés par ces contrats.

- **les contrats « individuelle accidents »** : ces contrats prévoient le versement d'un capital en cas d'invalidité ou de décès de l'enfant. Ils peuvent également inclure le remboursement des frais de soins en complément des organismes sociaux (frais médicaux, pharmaceutiques, chirurgicaux, d'hospitalisation). Le capital indiqué dans le contrat est versé qu'il y ait ou non un responsable de l'accident. Il s'ajoute donc, le cas échéant, aux sommes payées par un éventuel responsable ou son assureur.

Certains contrats santé ou prévoyance couvrent également les enfants à l'école.

BON À SAVOIR

Les sociétés d'assurance qui intègrent l'assurance scolaire à leurs contrats habitation délivrent systématiquement une attestation à leurs assurés avant la rentrée.

Un marché fortement concurrentiel.



de l'assurance scolaire
8 millions de bénéficiaires
91 M€ de chiffre d'affaires
brut

(Source : www.mae.fr)

Le marché de l'assurance scolaire est un marché de niche dominé par un acteur historique : la Mutuelle Assurance de l'Éducation (MAE) depuis 1932, avec plus de 8 millions de contrats souscrits en 2013.

Et pourtant, ce marché est ultra-concurrentiel : la déréglementation - ouverture du marché unique de l'assurance qui permet de souscrire une assurance dans un pays de l'UE pour faire jouer la concurrence - a forcé le marché à s'ouvrir à la concurrence et ce dernier à créer des partenariats avec les associations de parents d'élèves telles que la FCPE.

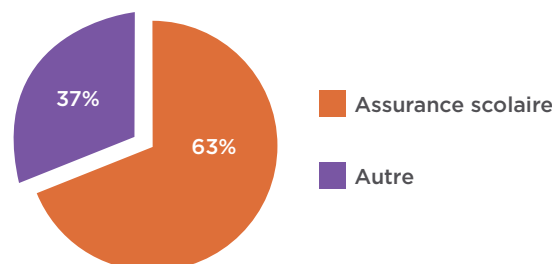
Ainsi, tout parent d'élève peut souscrire une assurance scolaire via :

- une offre négociée auprès d'une association de parents d'élèves ;
- l'assureur / bancassureur / courtier de son choix (notamment MMA, MAAF, Groupama, Allianz).

De nombreux autres acteurs ont émergé sur le marché avec des offres très alléchantes :

- les « pure players » (Euro-Assurance) ;
- des acteurs du secteur de la distribution (notamment Carrefour, Casino, La Redoute).

► Répartition du chiffre d'affaire de la MAE en 2017



Plus besoin de se déplacer chez son assureur, on peut souscrire une assurance scolaire à l'école !.



Jusqu'en 1981, la MAE disposait d'une exclusivité pour distribuer ses contrats d'assurance scolaire auprès des enseignants. Depuis la loi Monory en 1981, seules les associations de parents d'élèves (FCPE, PEEP) peuvent faire des propositions d'assurance scolaire au sein de l'école. La FCPE a fait, par exemple, le choix de la MAE et la PEEP celui de MMA. Elles n'assurent pas d'activité de courtage en tant que telle et se limitent à transmettre les propositions de contrats aux parents le jour de la rentrée.

Les garanties complémentaires.

La concurrence étant rude, aujourd'hui c'est sur l'étendue des garanties que s'opère la différenciation et c'est également ce qui va justifier la différence de prix d'une assurance scolaire à l'autre.

En termes de garanties complémentaires non incluses dans l'offre de base de l'assurance scolaire on retrouve souvent :

- le service d'assistance, permettant notamment à l'enfant blessé ou malade de poursuivre sa scolarité à domicile ;
- le vol de l'instrument de musique ou du cartable ;
- la casse de lunettes ;
- l'assurance à l'étranger.

L'acteur principal sur le marché, la MAE, va même plus loin en proposant des garanties adaptées aux nouveaux besoins :

- une garantie de soutien psychologique en cas d'agression, de racket, de harcèlement ;
- une garantie de soutien psychologique en cas de cyberharcèlement - *initiative primée aux trophées de l'innovation Profideo* - ainsi qu'un service d'informations juridiques sur l'e-réputation ;
- couverture du vol du sac d'internat au sein de l'établissement scolaire ;
- remplacement des cartes d'abonnement (cantine, transports, club sportif) en cas d'agression/de racket.

BON À SAVOIR

Pour choisir entre deux acteurs proposant les mêmes garanties, attention à tout de même vérifier quelques « détails » importants :

- vérifier que la MRH garantit les trajets domicile-école dans le cas où votre RC est incluse dans votre contrat MRH ;
- vérifier le montant des plafonds des garanties (notamment pour la RC) et les franchises, certains contrats remboursent par exemple les lunettes cassées jusqu'à 100 € maximum ;
- bien faire attention aux exclusions de garantie (certains sports à risques ne sont pas pris en compte) ;
- vérifier également l'étendue territoriale de la couverture : France, Union Européenne ou au-delà.



► Étude comparative des différents plafonds et franchises proposés par garantie (offres de base)

Garantie	Carrefour (15 €/mois)	MAE (11,9 €/mois)	MMA (11,5 €/mois)	AXA (14,7€ /mois)
Honoraires médicaux, frais pharmaceutiques	200 % de la base de remboursement de la Sécurité sociale	frais réels, dans la limite de 20 000 €	max 3 500 €	200 % de la base de remboursement de la Sécurité sociale
Prothèse dentaire	500 € (limité à 1 000 €/an)	200 €	200 €	200 €
Appareil d'orthodontie (bris ou perte)	500 € (limité à 1 000 €/an)	300 €	200 €	-
Lunette (bris ou perte)	500 € (limité à 1 000 €/an)	100 €	150 €	200 €
Lentilles (remplacement en cas de perte)	500 € (limité à 1 000 €/an)	100 €	150 €	200 €
Prothèse auditive	500 € (limité à 1 000 €/an)	800 €	400 €	-
Interruption de scolarité	45 €/j (limité à 2 000 €/an)	-	15 h/semaine sur 10 mois max (franchise de 15 j)	Franchise sur 20 j : 200 €/mois sur 10 mois max
Invalidité permanente	Inférieure à 66 % : 50 000 € une fois au cours de la vie du contrat Supérieure à 66 % : 155 000 € une fois au cours de la vie du contrat	max 110 000 €	60 000 € franchise de 5 %	Capital garanti x taux d'invalidité retenu avec les paliers suivants pour le capital garanti : • de 10 à 29 % : 20 K€ • de 30 à 59 % : 35 K€ • de 60 à 79 % : 85 K€ • de 80 à 100 % : 200 K€

Exclusions récurrentes.

Il existe de nombreuses exclusions aux contrats d'assurance scolaire. Sont regroupées ci-dessous les exclusions les plus courantes :



Activité sportive

- les activités sportives pratiquées à titre professionnel ne sont pas couvertes ;
- la pratique d'un sport comportant l'utilisation d'un véhicule terrestre à moteur, d'un appareil de navigation aérienne, d'un appareil nautique à moteur n'est pas assurée ;
- la pratique de sports aériens (deltaplane, parachutisme, planeur, parapente, sauts à l'élastique).



Frais de Santé

- le remboursement des lunettes et appareils dentaires est limité aux cas de bris ou de perte (aucune intervention si le remplacement résulte d'une prescription médicale) ;

- les prestations de remplacement de lunette sont limitées à un ou deux remboursements par an ;
- les frais de prothèse dentaire ne couvrent pas les prothèses pour dents de lait ;
- les invalidités permanentes égales ou inférieures à 10 % ne donnent pas lieu à un dédommagement.

Autres

- tous les vols ne sont pas dédommagés (vol des téléphones portables, MP3... exclus) ;
- les dommages dus à l'usure, au défaut d'entretien, au vice propre de la chose ;
- les accidents subis par l'Élève et résultant des causes suivantes ne sont pas couverts :
 - usage de drogues, stupéfiants, tranquillisants, non prescrits médicalement ;
 - alcoolisme ;
 - suicide et tentative de suicide de l'Élève ;
 - activité professionnelle (hors stages...).

Remboursement : *Who's first ?*.

Certaines prestations offertes par le contrat d'assurance scolaire – comme les prestations santé – peuvent entrer en collision avec des prestations offertes par le régime obligatoire de Sécurité sociale, mais également les régimes complémentaires (mutuelles). Il ne faut alors pas oublier l'ordre d'application des remboursements :

- 1 le régime de Sécurité sociale
- 2 les régimes complémentaires
- 3 l'assurance scolaire

Tarif et Rentabilité de l'assurance scolaire.

Les tarifs de l'assurance scolaire varient de 9 € pour l'offre de base à 30 € pour la plus couvrante, avec une moyenne tournant autour de 22-23 €.

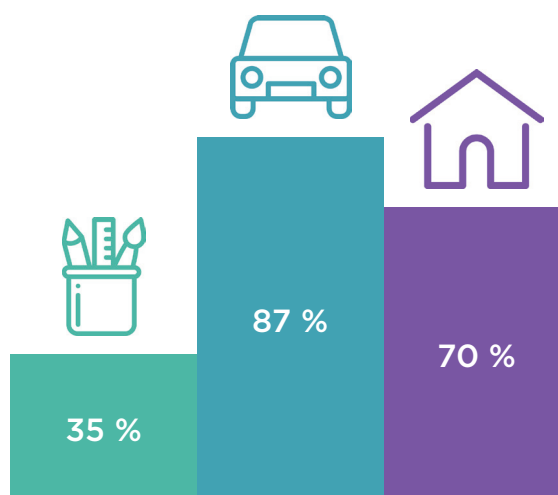
À noter que les tarifs sont très souvent dégressifs avec le nombre d'enfants : AXA propose une remise de 10 % sur le deuxième contrat souscrit tandis que Carrefour offre l'assurance scolaire à partir du 4^e enfant !

Avec près de 13 millions d'élèves à assurer en 2018, c'est un marché qui représente un chiffre d'affaires de 260 M€ par an.

Avec l'amélioration des conditions de sécurité, le ratio sinistres/primes de ces contrats se situe autour de 35 à 40 % pour la MAE : un bon ratio en matière d'assurance dommage !

Le rapport sinistres à primes des autres assureurs sur ce produit est cependant peu communiqué, mais le nombre croissant d'acteurs qui s'engagent dans la distribution d'assurances scolaires donne une indication sur la rentabilité du business.

► Valeur du S/P moyen en assurance scolaire, auto et MRH



QUELQUES CHIFFRES

LE PORTEFEUILLE MAE :

- 5,9 millions d'enfants dans le **premier degré** (de la maternelle au CM2)
- 4,4 millions d'enfants dans le **second degré** (du collège au lycée)
- Coût moyen d'un sinistre : **450 €**
- **33 %** des remboursements sont inférieurs à 77 euros
- Environ **200 000 sinistres** traités par an
- **23 €** : montant moyen consacrés à l'assurance et extrascolaire dans le portefeuille

(Source : MAE - Étude 2017)

Historique

Impact de la rentabilité technique de l'assurance scolaire avec la réforme Peillon (Rentrée 2015)

L'éducation étant un sujet subissant de nombreuses réformes, l'assurance scolaire est un produit sur lequel ces dernières font également écho. Ceci a notamment été le cas avec la loi Peillon, promulguée en 2013.

Après le vote de cette loi, si l'assurance scolaire n'était pas obligatoire, elle était en revanche fortement conseillée !

Et pour cause, la loi prévoyait la mise en œuvre des Temps d'Activités Périscolaires (TAP), développant considérablement le nombre d'activités sportives, culturelles ou de soutien scolaire en dehors des heures d'enseignement. Cette réforme n'a pas été sans conséquences sur la sinistralité 2014 de l'assurance scolaire.

La MAE en a ressenti les effets sur ses résultats techniques au cours de l'année 2014 : poussée de la sinistralité suite à laquelle le montant de prime – inchangé depuis 6 ans – s'est vu augmenté de 11,1 % (pour la première formule d'assurance) pour 2015 !

Le ratio sinistres à primes (S/P) en 2014 s'était établi à 45 %, une augmentation qui s'explique notamment par l'augmentation de la fréquence des petits corporels.

La multiplication des sinistres à faible coût a un impact sur les frais de gestion de sinistre, impactant ainsi le Ratio combiné (Combined Ratio) - correspondant au

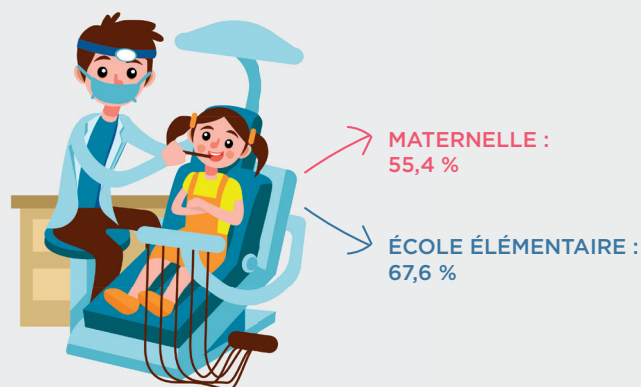
rapport des prestations versées pour sinistres, dotations et frais généraux sur le chiffre d'affaires total - de l'activité et la rentabilité de l'assurance scolaire.

Le dentaire et la lunetterie sont les deux principaux postes qui pèsent sur la charge de sinistres.

La loi Peillon, qui prévoyait une semaine de quatre jours et demi – au lieu de la semaine de quatre jours instituée par Nicolas Sarkozy en 2008 – avec une présence le mercredi matin en cours et des activités extra-scolaires proposées le mercredi après-midi a été amendée.

L'amendement de la loi par le décret du 27 juin 2017 devrait permettre d'observer une hausse de la rentabilité de ces contrats pour les années à venir, avec une réorganisation du rythme scolaire qui semble désormais quasiment enterrée.

► Pourcentage des accidents dentaires sur accidents constatés



La prévention, pour une baisse de la sinistralité.



Environ 11 % des 4,3 millions d'enfants qui étudient dans le second degré seraient victimes d'humiliations verbales et physiques. La sensibilisation des équipes pédagogiques et des élèves est primordiale.

MAE a lancé « **la semaine nationale de la prévention à l'école** », semaine durant laquelle les élèves sont sensibilisés aux questions autour des jeux dangereux, de la discrimination mais aussi l'alcool et la drogue.

Un nouveau potentiel pour l'assurance scolaire.



Emmanuel Macron a décidé de rendre obligatoire l'école maternelle et d'abaisser de 6 à 3 ans en France l'obligation d'instruction dès la rentrée 2019 ». C'est donc un potentiel de 26.000 enfants - nombre d'enfants entre 3 et 6 ans non scolarisés en France - qui vient compléter le marché très rentable de l'assurance scolaire - estimé à 13 millions d'élèves et 200 millions d'euros de primes par an.



Assurance scolaire

<https://www.economie.gouv.fr/dgccrf/Publications/Vie-pratique/Fiches-pratiques/Assurance-scolaire>



Faut-il souscrire une assurance scolaire ?

<https://www.latribune.fr/vos-finances/20120820trib000715198/faut-il-souscrire-une-assurance-scolaire.html>



Assurance scolaire : Philippe Bénét succède à Edgard Mathias à la présidence de la MAE

<https://www.argusdelassurance.com/nominations/assurance-scolaire-philippe-benet-succede-a-edgard-mathias-a-la-presidence-de-la-mae.116061>



Assurance scolaire : la MAE enrichit ses prestations

<https://www.argusdelassurance.com/acteurs/assurance-scolaire-la-mae-enrichit-ses-prestations.110064>



Gare aux doublons dans la responsabilité civile et l'assurance scolaire

<https://www.jechange.fr/assurance/habitation/guides/responsabilite-civile-scolaire-doublons-2650>



Rentrée 2015 : la réforme Peillon pèse sur la rentabilité de l'assurance scolaire

<https://www.argusdelassurance.com/acteurs/rentree-2015-la-reforme-peillon-pese-sur-la-rentabilite-de-l-assurance-scolaire.97320>



Euro-Assurance lance une nouvelle offre d'assurance scolaire

<https://www.argusdelassurance.com/intermediaires/courtiers-cgpi/euro-assurance-lance-une-nouvelle-offre-d-assurance-scolaire.96087>



Un nouveau potentiel pour l'assurance scolaire

<https://www.groupe-jasmin.com/single-post/2018/04/05/Un-nouveau-potentiel-pour-l-assurance-scolaire>



La MAE, bien plus qu'une assurance scolaire

<https://www.mae.fr/ressources/documents/DP-2018-MAE-06-18.pdf>



Société de conseil indépendante, Optimind accompagne les organismes assureurs, banques et grandes entreprises dans le ciblage des opportunités de nature à accroître leurs performances. Nous apportons du conseil et des solutions pour répondre aux défis majeurs de la compétitivité, de la transformation et de la réglementation. Ces enjeux, malgré les risques, offrent des opportunités de développement considérables.

Nos lignes de services couvrent chaque maillon de la chaîne de valeurs de nos clients : Strategy, Finance, Risk, Compliance, Market, Human Resources, Digital Transformation, Data, BPO.

optimind.com

Vos contacts.

Emmanuel Berthélé - R&D Director

T/ +33 1 48 01 91 66 - emmanuel.berthele@optimind.com

Marine de Pallières - Communication & Public Relations Manager

T/ +33 1 48 01 91 66 - marine.depallieres@optimind.com



Libérez le potentiel de vos données
et entrez en pleine conformité dans l'ère digitale



Agence de conseil en communication sociale
au service des entreprises

Optimind SAS au capital de 400 950 euros, 46 rue La Boétie - 75008 PARIS. Siret : 418 861969 00099 - Code APE : 7022Z. Aucune utilisation de ces marques et noms de domaine ne peut être faite sans l'autorisation expresse préalable de la société Optimind SAS. Document commercial à caractère non contractuel. Tous droits réservés. Reproduction interdite sans l'autorisation de la société Optimind SAS. Les documents d'Optimind sont produits selon des processus respectueux de l'environnement. Ils sont imprimés par un prestataire certifié Imprim' Vert*, sur des papiers certifiés par des labels de qualité environnementaux. Conception réalisation : OptiComRH. Crédits photos : Shutterstock, iStock.